

UDC 930.85(4-12)

YU ISSN 0350-7653

SERBIAN ACADEMY OF SCIENCES AND ARTS
INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

BALCANICA XXXVII

ANNUAL OF THE INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

Editor-in-Chief

DUŠAN T. BATAKOVIĆ

Director of the Institute for Balkan Studies

Editorial Board

FRANCIS CONTE (Paris), DIMITRIJE DJORDJEVIĆ (Santa Barbara),
DJORDJE S. KOSTIĆ, LJUBOMIR MAKSIMOVIĆ, DANICA POPOVIĆ,
BILJANA SIKIMIĆ, ANTHONY-EMIL TACHIAOS (Thessaloniki),
NIKOLA TASIĆ, SVETLANA M. TOLSTAJA (Moscow),
GABRIELLA SCHUBERT (Jena)

BELGRADE
2007



Dušan T. Bataković

Nikola Pašić, les radicaux et la « Main noire »
Les défis à la démocratie parlementaire serbe
1903–1917

La démocratie serbe : deux interprétations

La question de savoir si la démocratie parlementaire a réellement fonctionné en Serbie dans la période 1903–1914 est encore et toujours l'objet de controverses car les interprétations actuelles naviguent entre deux points de vue contradictoires. L'un, part du fait, relativement exact, qu'il s'agit là de « l'âge d'or de l'histoire serbe », d'une période lors de laquelle, en peu de temps, d'importantes épreuves, sur le plan intérieur comme extérieur, survinrent et furent, en général, surmontées de façon satisfaisante (la guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie 1906–11) et même triomphante (les deux guerres balkaniques 1912–13). « L'ère de Périclès pour la Serbie », comme Milan Grol, ancien membre du parti radical indépendant, a dénommé cette période par contraste avec le développement ultérieur du pays et de la nation, est apparue, aussi bien aux yeux de ses contemporains qu'à ceux des chercheurs, comme un idéal inégal, marqué par une série de succès sur le champ politique et militaire mais aussi sur le plan culturel et économique.¹

De nombreuses raisons justifient ce sentiment. Grâce aux nouvelles libertés politiques et à l'idéologie nationale, la culture et la science serbes, libérées de leurs chaînes connurent un essor important qui alla au-delà de toutes les expériences politiques précédentes. La Serbie, avec son régime démocratique et ses aspirations nationales clairement exprimées, devint relativement rapidement, surtout après 1903, un véritable Piémont des Balkans sur lequel comptaient – aussi bien comme modèle politique que pôle d'un rassemblement plus large – non seulement l'élite éclairée et la jeunesse des Slaves du Sud d'Autriche-Hongrie, mais aussi les cercles libéraux bul-

¹ M. Grol, *Iz predratne Srbije* [De Serbie d'avant-guerre] (Belgrade, 1938). Ce texte, plus court qu'ici fut publié en serbe dans les actes du colloque tenue à l'Académie serbe des Sciences et des Arts : *Nikola Pašić, Život i delo* (Belgrade, 1998), 309–329.

gares, slovaques et tchèques gagnés par la vague du néo-slavisme, tous très enthousiastes en l'avenir. Les résultats des guerres balkaniques et de la Première Guerre mondiale très favorables à la Royaume de Serbie entérinèrent, *a posteriori*, le fonctionnement de la démocratie parlementaire et des institutions politiques serbes.²

D'un autre côté, d'autres interprétations s'appuient sur le fait que, dans sa période de pleine démocratie parlementaire, la Serbie fut secouée par une série de crises successives qui mirent sérieusement en question sa capacité à conduire de façon souveraine, par le biais de représentants librement élus, les affaires de l'État. Dans la société marquée par la démocratie rurale avec près de 90% de la population de paysans, l'absence d'une couche sociale moyenne développée réduisait le cercle des personnes prenant les décisions politiques les plus importantes à la Cour, aux chefs des partis politiques (parmi lesquels se détachait la figure de Nikola Pašić) et aux sommets de l'armée. Un tel rapport des forces laissait le champ libre à l'activité « d'acteurs [politiques] non responsables » ou « facteurs irresponsables et extra-constitutionnels » qui pouvaient, en dehors d'Assemblée nationale et en dépit des procédures instituées par la Constitution, influencer de façon décisive sur la résolution des questions importantes de politique étrangère – il s'agit, essentiellement, des officiers appartenant au cercle des conjurés qui réalisèrent le coup d'État de 29 mai [le 11 juin n.s.] 1903, en assassinant le dernier roi de la maison des Obrenović, le roi Alexandre et sa reine Draga.³

Dans cette perspective, l'attentat de Sarajevo en 1914 est interprété comme étant la conséquence directe de l'instabilité politique régnant en Serbie dont témoigne la dangereuse activité de l'organisation militaire et conspiratrice « l'Union ou la mort » [*Ujedinjenje ili Smrt*], après 1911, plus connue sous le nom populaire de « la Main noire » [*Crna ruka*], regroupant les anciens conjurés de 1903, en majorité les officiers de l'armée serbe. Le fait que le chef de cette organisation, le lieutenant colonel Dragutin T. Dimitrijević Apis – l'un des jeunes conspirateurs de 1903, également chef des services secrets de l'armée (1913-15) – était impliqué dans l'organisation

² Cf. C. Sforza, *Pactich et l'union des Yougoslaves* (Paris, 1938) ; M. Popović, *Borba za parlamentarni režim u Srbiji* [La lutte pour le régime parlementaire en Serbie] (Belgrade, 1938) ; Ž. Mitrović, *Srpske političke stranke* [Les partis politiques serbes] (Belgrade, 1939) ; S. Jovanović, « Nicholas Pašić. After Ten Years », *Slavonic Review* XV (1936), 368-376; la seule biographie disponible en anglais : A. N. Dragnich, *Serbia, Nikola Pašić and Yugoslavia* (New Brunswick, New Jersey, 1974).

³ Cf. D. T. Bataković, *Yougoslavie. Nations, religions idéologies* (Lausanne, 1994), 91-93 ; D. T. Batakovic, ed., *Histoire du peuple serbe* (Lausanne, 2005), 189-199.

de l'attentat qui servit de prétexte à la Première Guerre mondiale a renforcé la légitimité de cette interprétation.⁴

Entre ces deux points de vue, très éloignés l'un de l'autre, il faut chercher un équilibre pour se forger une juste image de cette période en prenant en compte tous les éléments des réalités complexes de « l'âge d'or de l'histoire serbe ». Dans cette tentative, la question des rapports entre Nikola Pašić, figure porteuse de la démocratie serbe depuis 1881, et l'organisation la « Main noire » qui généra tout un spectre d'opinions rejetant la démocratie – depuis des idées militaristes jusqu'à l'autoritarisme en matière de pouvoir d'Etat et de politique nationale – s'impose comme l'une des questions-clés de l'histoire de la Serbie avant la Première Guerre.

⁴ Cf. la littérature plus ancienne qui insiste sur la responsabilité serbe dans l'éclatement de la Première Guerre mondiale : M. Boghitchévitch, *Le procès de Salonique, juin 1917* (Paris, 1927) ; id., *Le colonel Dragoutine Dimitriévitch Apis* (Paris, 1928) ; A. Szanto, *Apis, der Führer des 'Schwarzen Hand'. Ein Beitrag zum Kriegsschuldproblem* (Berlin O.J. 1928) ; S. Pribitchévitch, *La dictature du roi Alexandre* (Paris, 1933) ; H. Uebersberger, *Österreich zwischen Russland und Serbien. Zur Sudslawischen Frage und der Entströbung des Ersten Weltkrieges* (Cologne–Graz, 1958) ; J. Remak, *Sarajevo. The Story of a Political Murder* (London, 1959). Voir aussi, une analyse française très équilibré par A. Mousset, *Un drame historique. L'attentat de Sarajevo* (Paris, 1930), avec une vaste documentation du premier ordre. Le plus récente analyse française dans J.-J. Becker, *L'Annee 14* (Paris, 2004), 35-70. Néanmoins, il existe également une vaste littérature qui, écrite à l'époque de la reconstitution du procès de Salonique (2-13 juin 1953) sous le régime communiste, s'employait à disqualifier la dynastie des Karadjordjević, récemment renversée, ainsi que le régime du Royaume de Yougoslavie, afin de renforcer le régime communiste auquel participaient quelques personnes du cercle de l'ex « Main noire ». Cf. B. Nešković, *Istina o Solunskom procesu* [La vérité sur le procès de Salonique] (Belgrade, 1953). Cf. le recherche extensive dans D. MacKenzie, *The « Black Hand » on Trial. Salonika 1917*, East European Monographs (Boulder & New York, 1995). Les travaux du neveu d'Apis, Milan Ž. Živanović qui rassembla de nombreux matériaux sur la « Main noire », sont, dans une certaine mesure, par inclination familiale, de la même veine : *Solunski proces 1917. godine. Prilog za proučavanje političke istorije Srbije od 1903. do 1918. godine* [Le procès de Salonique de 1917. Contribution à l'étude de l'histoire politique de la Serbie de 1903 à 1918] (Belgrade, 1955). L'ouvrage, sa thèse du doctorat, a été réédité par l'auteur sous le titre *Pukovnik Apis* [Le colonel Apis] (Belgrade, 1955). Les points de vue révisionnistes plus récents dont le but est de rejeter sur la Serbie la responsabilité de la première guerre mondiale sont bien illustrés par F. Würtl, *Die Spur führt nach Belgrad* (Vienne, 1975). Le travail le plus complet sur le rôle de l'armée dans la vie politique de la Serbie avant 1914 est celui de V.J. Vučković, « Unutrašnje krize Srbije i Prvi svetski rat » [Les crises internes de la Serbie et la Première Guerre mondiale], *Istorijski časopis XIV-XV* (1963-65), 173-229. La biographie la plus récente : D. MacKenzie, *Apis. The Congenial Conspirator. The Life of Colonel Dragutin Dimitrijevic*, East European Monographs (Boulder & New York, 1989). Cf. aussi D. T. Bataković « La Main Noire (1911-1917) : l'armée serbe entre démocratie et autoritarisme », *Revue d'histoire diplomatique* 2 (Paris, 1998), 95-144.

L'armée serbe dans le rôle de classe moyenne

Un appareil étatique et des partis politiques développés et modernes se créèrent et se développèrent en Serbie sensiblement avant l'armée professionnelle. Celle-ci, formée seulement en 1883, était considérablement plus jeune que la société serbe et donc clairement en retard dans la définition de son rôle dans cette société.

Depuis la fin du XIX^e siècle, après une réorganisation fondamentale sous le commandement de l'ancien roi Milan Obrenović (1897–1900), équipée d'armes modernes et bien rémunérée, l'armée devint non seulement le gardien du régime et de la maison régnante, mais également une institution composée d'hommes instruits par excellence, qui ouvrait la voie à la promotion sociale des fils pauvres des campagnes et petits bourgs.⁵ Aussi l'opinion

⁵ Selon les souvenirs d'un colonel de cavalerie, « le nombre d'élèves boursiers admis à l'école de l'académie militaire de Niš après la guerre contre les Bulgares (1885) crût d'année en année, de sorte qu'en 1893 on accueillait en première année 26 classes de plus de 80 collégiens. Les trois classes suivantes étaient un peu moins nombreuses; quand le roi Milan devint commandant de l'armée d'active le nombre de collégiens se montait à 100, il se montait les années suivantes à 200. Avec le départ du roi Milan, le nombre tomba à 100, et les années suivantes il tomba même à 50. Lors de l'arrivée du gouvernement radical en 1903, le nombre de boursiers admis tomba à 30 puis passa en dessous et cette situation dura jusqu'aux guerres balkaniques (1912–13). Ainsi quand, à la fin de l'année 1897, le roi Milan prit la tête de l'armée, il trouva une base pour développer complètement nos forces armées. Il faut reconnaître que le roi Milan fit beaucoup pour le développement de notre armée et lui donna sa forme définitive, en même temps, il lui assura le nombre nécessaire de cadres éduqués. C'est avec cette armée que par la suite nous sommes entrés en guerre contre les Turcs en 1912. » (D. Mičić, colonel de cavalerie à la retraite, « Srpski oficiri, njihova uloga i značaj u političkom životu Srbije do ujedinjenja » [Les officiers serbes, leur rôle et leur signification dans la vie politique de la Serbie jusqu'à l'unification], Zagreb 1939, reg. 16, K. 26, f. 1, D. 1-907, Arhiv Vojnoistorijskog instituta [Archives de l'Institut d'histoire militaire]), 7. Un autre officier rend hommage au roi Milan pour avoir transformé les bataillons réguliers en régiments réguliers et avoir ainsi quadruplé le nombre d'unités, nommant aux postes de commandement de jeunes sous-lieutenants frais émoulus de l'académie militaire : « En même temps, il réduisit le cursus de l'académie militaire et augmenta le nombre d'élèves boursiers de plusieurs centaines en quatre ans (1898–1901), l'académie militaire fournit près de 500 officiers (classes 28-32) et deux classes en sortirent la même année (en 1899). » En réduisant le nombre de lycées par deux, le ministre de l'éducation, Andra Djordjević orienta de fait les élèves les plus pauvres vers l'école militaire. « De cette façon, l'académie militaire pendant un certain temps absorba toute la jeunesse intellectuelle de la Serbie » qui, à l'académie, pouvait « donner libre cours à ses idées démocratiques et socialistes et à un nationalisme révolutionnaire [...]. Les éditeurs belgradois, pendant ces 10-15 ans, avaient comme meilleurs acheteurs et plus fidèles clients les officiers, même pour les ouvrages de belles lettres, la philosophie et les textes politico-économiques, ainsi que pour d'autres sujets scientifiques et sociaux. » (Č. Popović, « La préparation du 29 mai

selon laquelle « l'entrée à l'académie militaire d'un plus grand nombre de jeunes issus de larges couches populaires introduisit [...] un esprit neuf dans le corps des officiers »⁶ est tout à fait fondée. Depuis le coup d'Etat de 1903, l'armée en Serbie jouait un rôle très important dans la vie politique, remplissant dans un pays essentiellement agraire un vide important dû à une stratification sociale insuffisante. En l'absence d'une classe sociale bourgeoise développée – le porteur classique des valeurs incarnées dans la démocratie parlementaire – l'armée remplissait la fonction de classe moyenne.

Le sentiment d'être les porteurs d'une mission nationale – sentiment d'un devoir implicite qui apparut dans une bonne partie des sommets militaires après le régicide de 1903 – contrastait avec le climat politique général régnant dans le pays. Les politiciens et les hommes d'Etat, parmi lesquels dominait la figure emblématique de Nikola Pašić, savaient bien que la lutte diplomatique et partisane sous-entendait patience et compromis, ascensions et chutes, respect de l'opinion des autres et prise en compte des réalités internationales. Pašić lui-même était la victime des différents défis politiques, oscillant dans sa carrière politique entre exil, prison, oubli et le retour triomphal dans le pouvoir. Les hommes politiques serbes étaient aussi conscients de la versatilité du corps électoral et des caprices du souverain, phénomènes courants sous les derniers Obrenović, Milan et Alexandre, et ils étaient prêts à différents compromis pour obtenir la faveur de l'opinion publique, la confiance des électeurs et celle de la Couronne qui incarnait la souveraineté de l'Etat. En politique étrangère, l'élite politique de la Serbie, selon les modestes forces du pays, ses limitations économiques et sa position fragile entre les grandes puissances très présentes dans les Balkans, travaillait, avec une prudence compréhensible, à réaliser, en plusieurs étapes, les grands objectifs nationaux et politiques fixés dans les programmes des partis.

A la différence de la classe politique, une partie de l'armée, sans expérience préalable en politique, mais avec la confiance en soi de la jeunesse, des idées nouvelles et un pouvoir politique qu'elle venait de découvrir, se mit à se considérer comme le seul véritable interprète des intérêts nationaux de la Serbie et des Serbes de façon générale. C'était notamment le cas de cette partie du corps des officiers réunie autour des conjurés de 1903 qui voulaient poursuivre l'œuvre d'indépendance nationale commencée avec l'assassinat du roi Alexandre Obrenović en 1903. Les officiers conjurés, ainsi que leurs partisans, n'éprouvaient pas de dilemmes à définir les priori-

1903. La 'révolutionnarisation' de l'armée serbe sous Milan Obrenović », *Nova Evropa*, vol. V, n° 12, 11 juin 1927, 411-412). Voir également D. Vuksanović-Anić, *Stvaranje moderne srpske vojske* [La création de l'armée serbe moderne] (Belgrade, 1993), 119-123.

⁶ Mičić, « Srpski oficiri », 7.

tés nationales car ils n'avaient ni précurseurs ni expérience antérieure en la matière. Le rôle que joua l'armée, en particulier cette clique d'officiers, dans la période 1903-1917, témoigne de la fragilité des institutions de la jeune démocratie serbe.

Quand il s'agit de choisir la forme que prendrait le régime, en 1903, l'armée insista résolument non seulement pour que fût choisi son candidat au trône – le prince Pierre Karadjordjević – mais aussi pour qu'on préservât la monarchie contre laquelle s'était rapidement mobilisée une partie de la jeunesse universitaire ainsi qu'une partie des chefs des radicaux indépendants réunis autour du journal *Dnevni list* (Le Quotidien). Les conjurés répondirent aux revendications des étudiants par un sévère avertissement leur défendant désormais de se rassembler et les menaçant de réagir par des mesures militaires à toute tentative d'agitation en faveur de la république.⁷ Il n'en reste pas moins que le putsch militaire de 1903, à la différence des entreprises similaires lancées en Europe à la même époque, ne se termina pas par une forme de dictature militaire mais par le retour des valeurs qui, sous forme des intérêts bien compris de la nation, s'incarnent dans le parlementarisme et les libertés politiques. Reste la question, jusqu'à présent sans réponse complète, du degré d'influence exercée par les personnalités politiques civiles sur la formation finale des objectifs politiques de la conjuration.⁸

Par ailleurs, l'armée elle-même était si divisée sur la question de son rôle en politique que la militarisation de la société était impossible. Une partie importante des officiers, restée en dehors du complot, était disposée à se voir, dans le cadre sévèrement circonscrit par les lois, comme une force militaire qui reconnaît les institutions politiques et est sous le contrôle des autorités civiles, agit exclusivement en conformité avec la Constitution. Les divisions que l'engagement politique des conjurés suscita dans l'armée (notamment de la part des officiers non-conjurés – dit les « *contras* » – stationnés dans la garnison de Niš en 1903 et les sous-officiers et réservistes de la garnison de Kragujevac en 1906) étaient profondes, mais, du fait du rapport de forces dans la société, elles furent dépassées sans que soient adoptées des solutions qui auraient conduit au militarisme. Les ambitions politiques du corps des officiers se limitèrent à quelques dizaines d'officiers qui avaient participé à l'assassinat du roi et à leurs quelques partisans et amis.

Le cercle des conjurés, sur lequel le roi Pierre I^{er} Karadjordjević s'appuya dès le début de son règne parce que c'est lui qui l'avait fait monter sur le trône serbe, tenta, en dépit de la disposition d'esprit dans laquelle se trouvait le corps des officiers dans son ensemble, de perturber le régime

⁷ Antonije Antić, « Notes » [*Beleške*], vol. 2, p. 54 (manuscrit en possession privée).

⁸ Voir l'analyse détaillée de D. Vasić, *Devetstotreća* [L'année 1903] (Belgrade, 1925).

parlementaire tout juste établi et d'influer, par le biais de la camarilla de la Cour renforcée par les officiers au service de celle-ci, sur des décisions politiques de la plus grande importance pour le pays.⁹ Pierre I^{er} ne pouvait que s'appuyer sur les conjurés non seulement parce qu'il était officier de formation et en avait l'état d'esprit, mais également parce qu'il n'y avait pas dans le pays d'autre force politique sur laquelle, incertain de sa position et de l'avenir de la dynastie, il aurait pu se reposer en toute confiance.¹⁰

Nikola Pašić et les conjurés de 1903

Les conjurés militaires de 1903 étant issus en majorité de familles d'orientation libérale, l'armée, après l'instauration du régime parlementaire, n'intervinrent pas directement dans la vie des partis. Attendant le développement des événements, elle n'influa pas sur l'organisation et le déroulement des élections libres de 1903, élections lors desquelles les vieux radicaux de Nikola Pašić obtinrent une majorité relative (75 sièges sur 160).¹¹ Les chefs de la conjuration furent profondément désappointés par les résultats des élections des premières années de régime parlementaire, montrant ainsi combien leurs analyses politiques de l'état d'esprit du peuple étaient naïves et combien ils avaient sous-estimé la force du seul parti qui possédait un réseau puissant de comités locaux parfaitement organisés. De plus, la capacité des vieux radicaux, en particulier de Stojan Protić, à préparer la machine élective – avec la collaboration efficace des autorités locales dont la nomination ne devait rien au hasard puisque le but était que ces autorités locales influencent le résultat final des élections – on comprend alors que les conjurés, novices dans les manipulations partisans, aient eu le sentiment que le régime parlementaire sous la férule des radicaux n'était qu'une illusion de ce que la démocratie devait être selon eux.

⁹ D. Djordjević, « The Role of the Military in the Balkans in the Nineteenth Century », in *Der Berliner Kongress von 1878*, eds. R. Melville und H-J. Schroeder (Wiesbaden, 1982), 317-347.

¹⁰ D. R. Živojinović, *Kralj Petar Karadjordjević. U otadžbini 1903-1914. godine* [Le roi Pierre Karadjordjević, au pays, de 1903 à 1914] (Belgrade, 1990), vol. 2, 199-205.

¹¹ Aux élections de 1903 les vieux radicaux de Nikola Pašić obtinrent 95.883 voix et les radicaux indépendants 88.650 (soit 66 sièges). Les libéraux-populistes (les anciens libéraux rebaptisés populistes, les plus proches des conjurés), obtinrent 17 sièges avec 47.298 voix, les progressistes et les socialistes obtinrent chacun un siège de député. La Constitution de 1903 et la loi sur les élections favorisaient le parti le plus puissant. Les données sur les résultats des élections ne concordent pas et donnent plus ou moins de mandats à l'un ou l'autre des partis radicaux du fait des députés « mobiles » qui passaient facilement d'un camp radical à l'autre suivant les problèmes abordés.

L'attitude de l'armée envers les radicaux était également, selon un réflexe hérité de l'époque des derniers Obrenović, marquée par une défiance du fait que les partis envisageaient de réduire l'armée aux compagnies régulières peu nombreuses et de transposer le centre de gravité de l'organisation militaire sur l'armée de conscription. Le général Sava Grujić, représentant de l'aile modérée des vieux radicaux et dont le fils, officier également, était l'un des participants à la conjuration, parvint sans doute pendant quelque temps à contenir leurs doutes. Cependant, les vieux radicaux, après 1903, ne modifièrent pas leur programme de 1881 (republié en 1889 et 1892) qui proclamait clairement que « l'armée régulière est considérée uniquement comme une école pour l'armée de conscription et, de ce fait, on ne maintiendra l'armée régulière que pour instruire et organiser efficacement et correctement l'armée du peuple ».¹²

Ceci explique le témoignage d'un officier qui, selon ses propres dires, était resté en dehors des coteries et, pour qui, les radicaux ne purent cacher « leur vieille antipathie à l'encontre des officiers et de l'armée, surtout quand il fut question des dépenses concernant son armement et sa préparation. C'est pourquoi les officiers dans l'armée serbe à sympathiser avec les [vieux] radicaux étaient rares et, quand c'était le cas, ils ne valaient en général rien comme officiers ».¹³

Après le coup d'Etat de 1903, Nikola Pašić fut pendant un certain temps éloigné de la direction du parti, essentiellement à la demande des radicaux indépendants avec lesquels les vieux radicaux espéraient s'unifier à nouveau dans un parti commun, ce qui réussit sur une courte période.¹⁴ Pašić assura son retour à la barre du parti en menant une habile agitation dans les comités locaux des vieux radicaux où sa légende fonctionnait encore parfaitement. En tant que chef de parti et président du gouvernement (1904–1905, 1906–1908, 1909–1911, 1912–1918), Pašić avait appris à connaître la mentalité et les aspirations politiques des officiers conjurés les plus âgés,

¹² V. Krestić et R. Ljušić, *Programi i statuti srpskih političkih stranaka do 1918. godine* [Les programmes et les statuts des partis politiques avant 1918] (Belgrade, 1991), 102–103.

¹³ Mičić, « Srpski oficiri », 38.

¹⁴ L'unification des deux fractions radicales en un seul parti fut proclamée solennellement le 15 (28) octobre 1903, elle fut couronnée par la création d'un cabinet de coalition sous la présidence du général Sava Grujić. Ce qui n'ébranla pas un certain nombre d'indépendants qui refusaient d'accepter l'union des deux fractions, ces indépendants qui conservèrent l'appellation d'indépendants jusqu'au 12 (25) octobre 1904, date à laquelle l'accord de l'année précédente fut résilié, ce qui signifia la division définitive en deux partis concurrents. L'une des principales raisons de la scission finale fut le retour triomphal de Nikola Pašić sur la scène politique, d'abord comme ministre des affaires étrangères au début 1904, puis en novembre de la même année par le fait qu'il reçut mandat pour constituer un cabinet entièrement composé de vieux radicaux.

avant qu'un groupe de plus jeunes ne formât, en mai 1911, l'organisation secrète sous le nom « L'unification ou la mort » (dite la « Main noire »).

Selon des témoignages, certes sujets à caution (comme les mémoires du prince Georges Karadjordjević), Pašić dès 1903 (plus vraisemblablement en 1904) exigea du souverain que les officiers qui avaient participé au complot fussent éloignés non seulement de la Cour mais aussi de la capitale serbe.¹⁵ Pragmatique à un point que ses opposants interprétaient comme une absence de tout principe moral, Pašić, cependant, ne se gêna pas de faire des alliances momentanées, collaborer temporairement avec les cercles militaires influents comme quand il fallut éloigner de la Cour la camarilla pro-autrichienne constituée par les secrétaires et les parents du roi (Živojin Baludgžić, Jaša Nenadović). Maître ès manoeuvres en coulisses, Pašić dès 1904, par une série de manoeuvres synchronisées, brisa le front commun formé par la camarilla de la Cour, l'armée et l'opposition à son gouvernement. Il se rallia l'armée dont le ministre, le général Radomir Putnik, était proche des conjurés, par une augmentation surprise et exceptionnelle du budget militaire. Pour en finir avec Živojin Baludgžić, le secrétaire du roi, Pašić conclut un accord avec les conjurés (les colonels Alexandre Mašin et Damjan Popović, l'ex ministre Djordje Genčić) en reconnaissant le coup d'Etat de 1903, allant ainsi à l'encontre des demandes pour que les conjurés fussent traduits devant un tribunal pour avoir assassiné le roi Alexandre Obrenović.¹⁶

Ayant éloigné de la Cour les secrétaires du roi, Pašić dans la phase suivante parvint à détacher du souverain les officiers conjurés les plus âgés en agissant sur deux plans séparés mais parallèles sur les points d'achoppement entre les priorités intérieures et extérieures du pays. Dans l'arène politique intérieure, Pašić utilisa habilement la campagne de l'opposition qui, en particulier au cours de l'année 1905, accusa le groupe des conjurés en uniforme et en civil – « les acteurs non responsables » – de tenter de renverser le gouvernement par une voie anticonstitutionnelle pour soumettre la nation à leur volonté. Pašić, alors, au nom du gouvernement, lut à l'Assemblée nationale une déclaration qui proclamait la démocratie parlementaire comme étant le seul principe légitime de conduite des affaires de l'Etat.

Le problème des conjurés affecta constamment le gouvernement parlementaire, d'autant qu'une partie très influente de l'opposition, incarnée par les jeunes radicaux indépendants, était prête, dans son conflit avec ses anciens camarades réunis autour de Pašić, à se servir de l'influence des conjurés à la Cour pour tenter ainsi de supplanter ses principaux concurrents politiques. L'accord temporaire que passa Pašić avec les conjurés en 1904–1905

¹⁵ Dj. Karadjordjević, *Istina o mome životu* [La vérité sur ma vie] (Belgrade, 1969), 196–204.

¹⁶ *Samouprava* (L'Autogestion), Belgrade, 17 (30) janvier 1905.

était une trêve tactique nécessaire, dont le but était d'empêcher la création d'un front commun de l'opposition et de l'armée contre les vieux radicaux.¹⁷ Pašić justifia son alliance proclamée officiellement avec les conjurés par le fait que traduire en justice les conjurés de 1903 signifierait condamner la Serbie.¹⁸

Pour régler leur compte aux officiers conjurés les plus âgés qui montraient une hostilité toujours plus ouverte envers les vieux radicaux, Pašić tenta de susciter une scission : il s'assura le soutien d'un des officiers les plus en vue de cette clique – le colonel Petar Mišić qui, par la suite, une fois à la retraite, adhéra au parti des vieux radicaux. Cependant, l'attitude de la majeure partie du corps des officiers envers les vieux radicaux était tout sauf amicale, selon une tradition qui avait débutée avec les premiers programmes du parti qui visaient à limiter les moyens alloués à l'armée.

En politique extérieure, Pašić attendit le moment favorable pour lier la mise à la retraite des officiers conjurés les plus en vue exclusivement avec l'importante question de la reprise des relations avec la Grande Bretagne et non avec l'opinion qu'il avait d'eux sur le plan politique. La question des conjurés redevint aiguë lors des vifs conflits autour du lancement d'un emprunt pour l'armement en 1905.¹⁹ Les journaux serbes rivalisèrent de virulence, dénonçant les manoeuvres en coulisses pour choisir le type de canons et leurs producteurs. Le journal d'opposition *Štampa* (La Presse), subventionné par Vienne, suscita un nouvel émoi de l'opinion publique en écrivant que les officiers conjurés siégeaient en permanence, se préparant à de nouvelles actions politiques.

Les libéraux, à l'automne 1905, demandèrent publiquement la mise à l'écart définitive de la clique d'officiers non seulement de la vie politique mais également de l'armée au nom de la normalisation des relations au sein de celle-ci et la reprise des relations diplomatiques avec la Grande Bretagne, tandis que les progressistes, pour les mêmes raisons, réclamèrent des mesures

¹⁷ D. Djordjević, *Carinski rat između Austro-Ugarske i Srbije 1906–1911* [La guerre douanière entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, 1906–1911] (Belgrade, 1962), 71–73.

¹⁸ Ministère des Affaires Étrangères (M.A.E.), Paris, Nouvelle série, Serbie, vol. 4, n° 27, Belgrade, Note du 19 février 1905.

¹⁹ L'achat des canons servit de prétexte direct au règlement de comptes avec la camarilla : pour des raisons politiques, le roi et le gouvernement radical avaient l'intention de commander leur artillerie lourde en France, auprès de la maison Schneider-Creusot, tandis que Balugdžić et Jakov Nenadović optaient pour l'achat de canons Skoda autrichiens. Une troisième compagnie, l'allemand Krupp, était en lice, mais sans grand espoir de conquérir le marché serbe. Pour s'assurer que la préférence serait accordée aux canons français, les radicaux renoncèrent aux essais comparatifs qui s'étaient d'emblée montrés défavorables, sur des points techniques, aux armes françaises. Djordjević, *Carinski rat*, 38–39.

plus dures : leur condamnation pénale.²⁰ Pour Nikola Pašić, prêt à de nombreux compromis pour parvenir à un but qu'il considérait comme justifié, la mise à la retraite des conjurés devait atteindre trois objectifs importants 1°) réduire à néant l'influence des conjurés sur le souverain, 2°) satisfaire les revendications de la Grande Bretagne par un compromis qui ne nuirait pas à l'image de la Serbie et 3°) permettre d'indemniser les officiers en les mettant à la retraite afin qu'ils ne devinssent pas des ennemis durables des vieux radicaux. Lors du troisième anniversaire du coup d'Etat de 1903, en 1906, les principaux conjurés de la vieille génération furent mis à la retraite, la camarilla militaire éloignée de la Cour et l'armée, elle-même, ramenée définitivement dans le cadre constitutionnel. Pašić tenta même, sans beaucoup de succès, de réconcilier les leaders du cercle des conjurés avec les officiers éminents qui, à l'instar du colonel Živojin Mišić (le futur général et le maréchal serbe durant la Grande Guerre), condamnaient le coup d'Etat et étaient en disgrâce auprès des sommets de l'armée qui dirigeaient les affaires militaires de la Serbie.

La mise à la retraite de six des principaux conjurés de 1903 parmi les officiers ne résolut pas définitivement la question des relations avec l'armée. Les relations épineuses avec les sommets militaires influents persistèrent cependant et restèrent un problème du fait du mécontentement – à peine réfréné – des officiers conjurés et de leurs partisans à l'égard de Pašić et du cabinet des vieux radicaux. D'un autre côté, la question de l'influence politique de certains cercles militaires resta constamment ouverte. La presse et une campagne opiniâtre de l'opposition (les libéraux populistes et les progressistes) considéraient que la question des conjurés ne pouvait se clore par leur éloignement de l'armée mais devait l'être par une condamnation pénale pour violation du serment d'officiers au dernier des Obrenović.

²⁰ Vojislav Veljković, l'un des leaders des libéraux lançait en octobre 1905 l'avertissement suivant : « Enfin Messieurs, il y a encore la question de la morale dans l'armée. Nous avons dû la soulever parce que nous ne considérons pas les phénomènes d'indiscipline dans l'armée comme des phénomènes banals analogues à ceux qu'on trouve dans d'autres Etats. Chez nous, cette question est beaucoup plus sérieuse et complexe parce que, parallèlement à l'indiscipline, apparaissent chez certaines personnes des velléités politiques, et derrière elles se cachent certains spéculateurs politiques qui, avec la plus grande malveillance et la plus grande avidité, observent ces phénomènes, les suivent et tentent de les exploiter selon leurs tendances et aspirations politiques. » *Srpska zastava* [Le Drapeau serbe], 16-19 octobre 1905. Le chef des libéraux populiste Stojan Ribarac formula également sur le même ton une interpellation à l'Assemblée le 31 octobre. Les discussions portant sur les « acteurs non responsables » et le rôle de l'armée se poursuivirent, non sans une certaine virulence, lors du premier et unique gouvernement composé uniquement de radicaux indépendants (1905-1906). Voir *Stenografske beleške Narodne Skupštine, saziv za 1905. godinu* [Les comptes-rendus sténographiques de l'Assemblée nationale, session de 1905] (Belgrade, 1906), 135-197.

Grâce à un officier fanatique, le capitaine Milan Novaković, qui, bien qu'il eut été condamné pour avoir participé au contre-complot de Niš en 1903, à sa sortie de prison en 1905, souleva à nouveau, cette fois avec l'aide de civils, la question de la condamnation pénale des régicides et ce par l'intermédiaire de « La société pour une solution légale de la question des conjurés ». Novaković lança la revue *Za otadžbinu* (Pour la patrie) dans laquelle il condamnait impitoyablement les chefs du complot, les rendant responsables de « la grève diplomatique » des représentants des grandes puissances dans les premières années du règne du roi Petar ainsi que du long ajournement de la reprise de relations diplomatiques complètes avec la Grande Bretagne.

L'armée considéra les textes de la revue de Novaković comme l'une des causes de la tentative de contre-complot réalisée par des sous-officiers et officiers-réservistes de la garnison de Kragujevac (en mars 1906); à sa demande, la revue fut interdite.²¹ Comme Novaković, obstiné, continuait à écrire des pamphlets soutenant désormais les officiers et sous-officiers réservistes condamnés (« L'affaire de la revue *Pour la patrie* »), il fut d'abord arrêté, puis relâché il édita à nouveau sa revue. Quand il se remit, de façon encore plus virulente, non seulement à attaquer les conjurés et leurs défenseurs à l'état-major général mais également à les accuser au nom du gouvernement, du maire de Belgrade, du chef de la police, Novaković fut à nouveau incarcéré et, en septembre 1907, avec son parent Maksim Novaković (officier de gendarmerie), il fut tué dans des circonstances douteuses alors qu'il tentait de s'évader de prison. Du fait que c'était un cabinet formé par Pašić qui était au pouvoir et que le ministre de l'intérieur était Nastas Petrović, l'opposition, lors d'un débat animé à l'Assemblée nationale, exigea la destitution du ministre et la démission du gouvernement tout entier, mais Pašić qui disposait avec la majorité nécessaire, supporta toutes les attaques, jugeant opportun de ne pas en référer ni aux puissants sommets de l'armée (les généraux Radomir Putnik, Stepa Stepanović, Mihailo Živković, le colonel Ilija Gojković) ni au roi Pierre lui même.²²

Lors des débats parlementaires, l'opposition tenta obstinément de profiter de l'armistice temporaire entre Pašić et les sommets de l'armée

²¹ En novembre 1907, le tribunal militaire condamna quatre officiers et 27 officiers réservistes à des peines allant de vingt ans de réclusion (pour le sergent-major Sreten Sredojević, le meneur) à quelques années ou mois de réclusion pour participation au contre-complot de Kragujevac. Voir W. S. Vucinich, *Serbia between East and West. The Events of 1903-1908* (Stanford, 1954), 99-102. La question de la responsabilité de l'assassinat des deux Novaković, anciens officiers, fut soulevée, à nouveau sans succès, au début de l'année 1910 : *Narodna Skupština. XVI redovni sastanak 29. oktobra 1910* [Assemblée Nationale, XVI^e session ordinaire, 29 octobre 1910] (Belgrade, 1910), 5.

²² *Ibid.*

pour lancer des attaques argumentées. Le rapporteur de la minorité, D. M. Joksimović, attaqua ainsi, en mars 1908, le général Putnik, ministre des armées qui, bien qu'à la retraite, défendait à l'Assemblée nationale le budget militaire. Accusant Putnik de protéger ses amis, le rapporteur de la minorité souligna que ce dernier « ne pouvait se trouver à l'Assemblée qu'en tant qu'émissaire de M. le Ministre [...] et non en tant que ministre des armées. Pourtant, M. Putnik veut jouer le rôle de ministre. Je constate que ce phénomène dans notre vie parlementaire est caractéristique du gouvernement dirigé par M. Pašić ». L'opposition reprochait à Putnik d'avoir, à l'occasion d'un rassemblement lors duquel s'exprimèrent Ljubomir Stojanović pour les radicaux indépendants et Vojislav Veljković pour le libéraux, amené à Belgrade des troupes militaires supplémentaires pour maintenir l'ordre et la paix. Ce fait, interprété comme un soutien de l'armée au gouvernement Pašić, poussa l'opposition à aborder de façon critique le débat sur l'approbation du budget de l'armée serbe.²³

La « Main noire » et les vieux radicaux : l'aggravation du conflit

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908 ouvrit la question serbe et donna lieu à une nouvelle polarisation des cercles militaires. La majeure partie des conjurés s'était déjà rassemblée autour d'un chef incontesté, le commandant Dragutin T. Dimitrijević Apis, qui avait une influence considérable à la Cour, à la fois en tant que suivant et ami des fils du roi, en particulier du prince George qui abdiqua rapidement, puis ensuite du nouveau héritier du trône, le Prince Alexandre.²⁴ Rassemblant autour lui la jeune génération des conjurés, Apis participa activement au travail des comités qui préparaient et surveillaient l'action de guérilla serbe (*četnička akcija*) en Macédoine slave. Comme la plupart de ses partisans, Apis acceptait difficilement le fait que l'on gaspilla l'énergie politique du pays dans des débats

²³ Il fut souligné à l'Assemblée que : « pour la première fois après le 29 mai, il se trouva un ministre des armées qui s'était mis au service de la politique du régime en place, celui de Nikola Pašić. Avant le 29 mai, cela pouvait se comprendre, après cette date non. Monsieur le ministre des armées est, quoiqu'il en soit, obligé de donner à l'Assemblée une explication et les raisons pour lesquelles il fut conduit à faire marcher l'armée sur Belgrade. Les événements après le meeting ont montré à quel point les estimations de M. le ministre étaient injustifiées, à quel point il était peu fondé de faire traverser tout le pays par l'armée pour un seul meeting. » (*Rad Narodne Skupštine sazvane u drugi redovan saziv za 1907. godinu. Stenografske beleške* [Travaux de l'Assemblée nationale convoquée en deuxième session ordinaire en 1907. Comptes-rendus sténographiques], vol. IV, Belgrade 1908, 130).

²⁴ Voir D. MacKenzie, *Apis. The Congenial Conspirator. The Life of Colonel Dragutin Dimitrijević*, pour la littérature plus ancienne.

politiques vifs suscités par les rivalités partisanses, tandis qu'aux frontières sud de la Serbie avait lieu une lutte sans merci pour défendre les habitants locaux contre les rebelles albanais, les komitadjis bulgares et les gendarmes turcs. Cette disproportion dans les affaires touchant à l'unification nationale, particulièrement marquée après que Belgrade ait dû en mars 1909 reconnaître l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, agit sur les cercles d'officiers découragés qui suivaient avec une grande résignation les luttes des partis qui, à leur avis, épuisaient les énergies politiques du pays sans toutefois tenir suffisamment compte des intérêts nationaux globaux.

D'après les mémoires d'un conjuré de 1903, Antonije Antić, Apis, « se mêlant de politique intérieure, se heurtait de plus en plus aux [vieux] radicaux dans son travail pour la cause nationale. Ces conflits de plus en plus fréquents conduisirent à une haine effroyable entre Apis et les radicaux [...]. Apis tenta de renverser les radicaux au pouvoir. Ses tentatives ne furent pas couronnées de succès. Il sentit que seul il était faible et se mit à chercher des alliés. Il pensait pouvoir influencer, par l'intermédiaire de Jakov [Jaša] Nenadović et d'autres personnes puissantes, sur le roi Pierre pour écarter les radicaux du pouvoir. Le roi Pierre, parce qu'il était le souverain d'une monarchie parlementaire et également parce qu'il redoutait quelque peu les radicaux, ne se montrait pas disposé à donner le pouvoir à un autre parti de l'opposition – ni même de confier à l'opposition l'organisation d'élections. Cela conduisit Apis au désespoir – il considérait que le long gouvernement radical était dommageable aux intérêts du pays. »²⁵ Antonije Antić raconte ensuite le contenu d'une conversation avec Apis en 1910 lors de laquelle le chef des plus jeunes conjurés lui avait exposé son intention de provoquer un changement sur le trône. « Vois-tu, dit-il, les radicaux mèneront le pays à sa perte et le roi Pierre n'a pas la force de les destituer [...] le seul salut est que le roi Pierre abdique en faveur d'Alexandre [...]; à dix officiers, nous entrerons au Palais et nous l'y contraindrons. » Antić considérait un tel plan comme dangereux mais il proposa, au cas où on se lancerait dans une telle entreprise, de chercher l'accord « et l'appui d'un des partis d'opposition, par exemple les radicaux indépendants ». Apis renonça à cette idée mais, comme en témoigne Antić, « après quelque temps », il entra en étroit contact avec les radicaux indépendants, avec Milorad Drašković et le libéraux populistes de Stojan Ribarac avec lesquels il eut des entrevues.²⁶

Tandis que les vieux radicaux s'efforçaient d'adapter la politique nationale aux réalités de la politique extérieure, un groupe de jeunes officiers conjurés de 1903, ayant déjà une expérience du travail hors des frontières en Macédoine, fonda, en mai 1911, aidé par les civils, une organisation secrète

²⁵ Antić, « Notes ».

²⁶ *Ibid.*

« L'unification ou la mort », connue du public sous le nom de la « Main noire ». Déçus par les institutions démocratiques de la monarchie parlementaire – des institutions qu'ils considéraient comme menaçant gravement la résolution de la question de l'unification serbe – rassemblés autour de la revue *Pijemont* (Piémont), ils forgèrent une idéologie où se mêlaient des idées militaristes et une conception autoritaire de nationalisme.²⁷

Une analyse des textes de la revue *Pijemont*, en particulier de l'éditorial et des articles de la une, révèle une hostilité ouverte envers les institutions de la démocratie parlementaire. Dès le premier numéro du 3 septembre 1911, tous les partis étaient accusés « d'immoralité, d'inculture et de manque de patriotisme ». Le seul remède selon le *Pijemont* était d'introduire un « centralisme » qui tout d'abord éclairerait le peuple et le rendrait apte à prendre en toute indépendance une décision politique.²⁸ Un peu plus tard, le *Pije-*

²⁷ L'un des membres actifs de la « Main noire », le colonel Čedomir Popović, n'établissait pas de lien direct entre la formation de l'organisation et le mécontentement envers la politique intérieure mais une corrélation directe entre la création de l'organisation et le travail pour la cause nationale. « La fin de la crise de l'annexion fit que le sentiment belliqueux qui était apparu dans les masses populaires disparaissait. Commença la stagnation de la cause nationale. Le gouvernement avait cessé toute action en Macédoine, il avait déclaré publiquement (certes sous la pression des circonstances) son désintérêt pour la Bosnie. La Défense nationale [*Narodna Odbrana*] avait renoncé à son rôle révolutionnaire [...]. De partout en dehors des frontières de la Serbie parvenaient des plaintes désespérées de nos amis et de ceux qui oeuvraient pour la cause nationale; cette inactivité était fatale, il était nécessaire de faire quelque chose car, dans le cas contraire, le découragement se serait emparé des masses, ce qui aurait eu des conséquences incommensurables [...]. Il suffisait de relancer la question. Alors est née l'organisation 'L'unification ou la mort'. » (Č. Popović, « L'organisation 'L'unification ou la mort' (la 'Main noire') ». Les causes et la façon dont elle est née, [*Organizacija "Ujedinjenje ili smrt"* ("Crna ruka")], *Nova Evropa*, vol. XV, n° 12, le 11 juin 1927, 402).

²⁸ Un écrit postérieur de Božić Simić donne un bon aperçu des vues générales des membres de la « Main noire » quant à la démocratie parlementaire : « Après le 29 mai, à l'exception du gouvernement de Ljubomir Stojanović (radicaux indépendants 1905), issu des élections, aucun gouvernement n'a mis en œuvre de véritables élections libres. A partir de là, presque tous les ministres et les hommes politiques se sont efforcés, faisant passer cela avant les soucis et les affaires de l'Etat, de faire entrer le plus grand nombre possible des leurs au Conseil d'Etat, à la Cour d'appel et à la Cour de cassation, de leur fournir des postes de greffiers et fonctionnaires, maires, gendarmes et gardiens des bois et forêts, tous postes d'importance pour obtenir une majorité électorale. Si au moins dans ce processus de parlementarisation de l'administration, on avait tenu plus ou moins compte de la formation et de la probité de ces fonctionnaires partisans, même si ce phénomène n'est guère sympathique, mais ce ne fut pas le cas... Ainsi, dans notre pays, plus encore que dans d'autres Etats démocratiques, l'armée, outre sa tâche principale qui est 'de défendre le pays d'un ennemi extérieur', a reçu de la Constitution un autre devoir qui est de 'protéger l'ordre et la légalité dans le pays' [...]. Si les leaders des partis des

mont accusa le gouvernement des vieux radicaux d'avoir trahi les idéaux des conjurés de 1903 et affirma que le pays devait se régénérer avec une idéologie nouvelle, indubitablement autoritaire. « L'assassinat de personnalités ne change pas le régime et encore moins la justice sociale. La meilleure preuve en est le 29 mai [1903] quand, dans notre pays, le souverain et la souveraine, leurs ministres, ont été tués, quand de nombreux changements sont intervenus non seulement dans les personnes mais aussi dans les lois – mais nous constatons que ces assassinats n'ont pas modifié notre vie sociale [...]. Ceux qui veulent améliorer la vie du peuple serbe et de la Serbie n'ont à leur disposition qu'un seul moyen, la régénération de notre race dégénérée et un nouveau mode d'éducation et d'instruction de notre jeunesse. »²⁹

Après la mort soudaine du premier ministre Milovan Milovanović en 1912, Pašić présida à nouveau le gouvernement. Le chef des vieux radicaux devint alors la cible principale de toutes les attaques des membres de la « Main noire ». Tous les mémoires disponibles écrits par des membres du cercle de la « Main noire » montrent une nette hostilité envers les opinions politiques et les méthodes de travail de Nikola Pašić qui, avec Stojan Protić, devint la métaphore de tous les fourvoiements de la démocratie parlementaire, stigmatisés dans le Pijemont. L'écart entre les besoins militaires immédiats, les idéaux nationaux et le faible équipement militaire de l'armée renforçait les tensions suscitées par le refus des vieux radicaux d'augmenter le budget militaire autant que l'exigeait le commandement militaire qui pensait à la mission nationale de la Serbie. Une série de malentendus eut pour conséquence d'ulcérer les cercles militaires, ce qui se termina par la démission des ministres des armées depuis Ilija Gojković (1911) jusqu'à Miloš Božanović (1912), tous deux sympathisants de la « Main noire » et partageant ses idées sur les objectifs nationaux et la place de l'armée au sein de l'Etat. Ces démissions démonstratives conjuguées au sentiment qu'avait l'armée d'être injustement oubliée (à un moment où, à l'Assemblée nationale, les vieux radicaux étaient la cible des attaques des indépendants pour cause de corruption et de « bancocratie ») renforçèrent encore le mécontentement de larges cercles militaires envers la politique de Pašić et de

vieux radicaux et des radicaux indépendants avaient été, par principe, des démocrates et des partisans du parlementarisme, les conjurés n'auraient eu aucune influence. Ou ne l'auraient eue qu'au ministère des armées. » (Marco, « L'armée serbe avant et après le 29 mai 1903. L'influence des conjurés sur la politique de la Serbie d'avant-guerre », *Nova Evropa*, vol. XI, n° 1, 11 juillet 1927, 10-13).

²⁹ Dans *Pijemont*, 31 octobre (12 novembre) 1911.

Protić, les rapprochant ainsi des positions de la « Main noire » sur la politique du gouvernement.³⁰

Avec quelques centaines de membres, en majorité originaires de Serbie, et pour la plupart jeunes officiers, l'organisation « L'unification ou la mort » était une variante balkanique des organisations d'officiers conjurés organisées selon les principes de fonctionnement des loges maçonniques. La « Main noire » était très proche par ses méthodes et ses buts de l'organisation des Jeunes Turcs qui, en 1908, fit un putsch dans l'Empire ottoman. C'est le journaliste Ljuba Jovanović-Čupa, qui mourut d'ailleurs peu après la fondation de l'organisation lors de la première guerre balkanique, qui élaborait le cérémonial d'admission dans l'organisation, ainsi que ses « statuts ».

Selon le programme de l'organisation, la démocratie parlementaire était l'une des sources du mal qui intoxiquait le peuple serbe. Le premier numéro du *Pijemont* déclarait : « la direction étatique de la Serbie n'est pas bonne. La popularité des principaux représentants de l'Etat, des souverains, du gouvernement, de l'Assemblée nationale, a diminué [...]. Peu d'entre eux remplissent leurs devoirs. Il faut commencer par cultiver un culte de l'Etat. Sans un tel culte, la Serbie ne peut avoir le sentiment d'être un Etat... De façon générale, tant que le peuple ne sera pas instruit, il faudra en tout préférer le centralisme à la décentralisation, au nom de l'Etat. » En même temps, on rappelait que « le parlementarisme n'est pas le dernier cri de la sagesse politique. Il a été démontré que les masses populaires, même dans un tel régime, ne sont ni la source ni le destinataire du pouvoir. La démagogie a compromis et fait un mauvais usage des libertés politiques. Lui permettre de continuer signifie préparer une réaction politique car le désordre, le relâchement et l'insécurité ne peuvent être considérés comme des signes de liberté et de démocratie. Il faut dans la question des libertés civiles trouver une moyenne qui répondra au degré atteint par notre culture et civilisation ; seulement alors ce sera la fin des soubresauts politiques. »³¹

³⁰ Après la Grande Guerre, le fils du général Ilija Gojković exposa une opinion nettement plus radicale envers Pašić, affirmant que « depuis la révolte radicale de Timok [*Timočka buna*] en 1883, Nikola Pašić et les autres chefs radicaux s'étaient mis à haïr l'armée car ils savaient et percevaient que l'armée régulière ne permettrait pas qu'on fasse de la Serbie un laboratoire sociologique pour expérimenter le programme du parti. Pašić en particulier haïssait de façon sectaire l'armée – peut-être de façon justifiée selon son point de vue partisan; pour Pašić, le parti passa toujours et continua à passer avant l'Etat. » (V. I. Gojković, « Radikali i vojska » [Les radicaux et l'armée], *Nova Evropa*, vol. XVIII, n° 10-11, Zagreb 1928, 324).

³¹ *Pijemont*, Belgrade, le 21 août (3 septembre n.s.) 1911. Cité également par V. Dedijer, *Sarajevo 1914* (Belgrade, 1966), 633-634. La version française, plus courte, est disponible sous le titre suivant : V. Dedijer, *La route de Sarajevo* (Paris, 1969).

Du fait de l'indiscrétion d'un fonctionnaire de l'Etat, l'existence de l'organisation, ne resta pas secrète et, selon certains indices, le gouvernement lui-même, mais non le héritier du trône Alexandre qui avait apporté une importante contribution au lancement de la revue *Pijemont*, avait été informé de la création de l'organisation.³² Les nouveaux membres étaient recrutés quasi-publiquement au sein de l'armée, et étaient admis dans leurs rangs, à titre individuel, certain nombre des Croates et des Slovènes d'orientation yougoslave.³³ Dirigée par le charismatique officier Dragutin T. Dimitrijević Apis, chef des services de renseignements de l'Etat major, la « Main noire » introduisit progressivement des hommes à elle dans nombre d'organisations importantes, y compris dans la « Défense nationale ».

L'influence de la « Main noire » crût particulièrement après les guerres balkaniques (1912–1913) où ses membres, s'étant illustrés par leurs hauts faits héroïques sur le front, acquirent un prestige considérable au sein du corps des officiers.³⁴ A la veille de la seconde guerre balkanique contre la Bulgarie en 1913 pour les frontières entre les deux Etats en Macédoine slave, le *Pijemont* menaça ouvertement le gouvernement déclarant que celui-ci devrait être jugé pour trahison s'il cédaient une partie du territoire contesté à la Bulgarie.

En 1914, le conflit entre les membres de la « Main noire » et le gouvernement de Pašić autour de la question de savoir qui des autorités mili-

³² Antonije Antić (« Notes », 71) de sa part affirme que les plus hauts responsables politiques avaient été informés de la formation de l'organisation secrète, que « le roi Pierre, l'héritier du trône Alexandre, Nikola Pašić, St. Protić ainsi que Milovan Milovanović ont été informés confidentiellement de la fondation du *Piémont* ainsi que de celle de l'organisation ». Cette donnée n'est pas confirmée dans les autres sources et témoignages, à l'exception d'Alexandre et de Milovan Milovanović.

³³ Cf. O. Tartalja, *Veleizdajnik* [Traître à la patrie] (Split–Zagreb, 1928), 32.

³⁴ Lors de la première guerre balkanique, des membres les plus éminents de la « Main noire » périrent, à savoir les colonels de régiments Aleksandar Glišić, Ilija Radivojević, Radivoje Andjelković, le commandant Milan Vasić, commandant de bataillon dans le 5^{ème} régiment et secrétaire de la « Défense nationale », tandis que, près de Krivolak (en Macédoine slave), mourut du choléra le civil fondateur de la « Main noire », le journaliste et directeur du *Piémont*, Ljubomir Jovanović-Čupa (D. Semiz, « Majeveci » [Les hommes de mai], *Nova Evropa*, vol. XVI, n° 7, 11 octobre 1927, 221). D'après le témoignage de A. Antić, la conduite des membres de la « Main noire » lors des guerres balkaniques dissipa tous les doutes en l'armée, et les éloges ne manquèrent pas. Ainsi Jovan Skerlić, le fameux critique littéraire et l'un des dirigeants des radicaux indépendants, félicita Antić par ces mots : « Vous nous avez tous fait honneur [...]. Je craignais que l'un d'entre vous ne soit un lâche à la guerre – mais, grâce à Dieu, vous avez tous été des héros. » De même, le général Stepa Stepanović félicita Milan Gr. Milovanović et Apis « nous, nous sommes bien comportés pendant la guerre – sous-entendu sa génération – mais vous avez été meilleurs et je vous tire mon chapeau » (Antić, « Notes », 74).

taires et civiles en Macédoine devaient avoir la prééminence, montra que les membres de la « Main noire », soutenus tactiquement par l'opposition (en particulier par les radicaux indépendants) nourrissaient des « aspirations prétorienne », contraires à l'organisation démocratique du pays. Cette crise révéla toute l'ampleur du conflit qui couvait depuis longtemps entre Pašić et la « Main noire ». Ce conflit se termina par une crise constitutionnelle, par la dissolution de l'Assemblée nationale suivie d'élections, à la veille de l'attentat de Sarajevo, ainsi que, le 24 juin 1914, par l'abdication du roi Pierre, impuissant à défendre les intérêts de l'armée à laquelle il devait son trône et qui, sous la pression conjointe de Pašić, de la diplomatie russe et de l'héritier du trône, remit son mandat de souverain à son plus jeune fils, Alexandre.³⁵

Dans cette crise, vraisemblablement à l'instigation de Pašić, l'envoyé de la Russie impériale Nikolai Hartwig qui, dans les années marquées par les guerres balkaniques, s'était imposé comme une sorte de « vice-roi », un arbitre dans la politique intérieure et extérieure de la Serbie, joua un rôle-clé. Son loyalisme à la partie serbe lors des guerres balkaniques l'avait pourvu d'une auréole de grand ami des Serbes. Agissant souvent hors des instructions de Saint-Petersbourg, Hartwig présentait régulièrement ses idées au gouvernement serbe et à la Cour comme l'opinion officielle russe. Dans le conflit autour de la prééminence des autorités civiles ou militaires, il se rangea du côté de Pašić qui, pour Saint-Petersbourg, était une personnalité-clé digne de confiance pour, ensuite, rallier à Pašić le jeune héritier du trône désireux de s'emparer le plus rapidement possible de la fonction de roi.³⁶

³⁵ D. T. Bataković, « Sukob vojnih i civilnih vlasti u Srbiji u proleće 1914. godine » [Le conflit des autorités civiles et militaires au printemps 1914], *Istorijski časopis* XXIX-XXX (1982-83), 477-492. Selon le témoignage de A. Antić, Dragutin Dimitrijević Apis s'allia à l'opposition contre Pašić parce qu'il n'avait pas réussi à faire marcher les troupes de Skopje, sous le commandement de ces amis de la « Main noire » sur Belgrade pour renverser le gouvernement Pašić.

³⁶ Les membres de la « Main noire » déniaient à Pašić toute capacité étatique, ramenant son travail à d'étroites manipulations partisans qui faisaient grand tort aux affaires de l'Etat et de la nation. Comparant Hartwig et Pašić et les plaçant aux antipodes, Božin Simić écrivait que « Nikola Pašić n'était pas de ces hommes d'Etat qui résolvent les questions importantes de l'Etat à temps – il ne courrait jamais au devant des événements pour les diriger dans la direction souhaitée, si cela était possible, ou pour 'prendre le taureau par les cornes', comme le faisait Hartwig dans son domaine d'action. Pašić, aussi bien en politique intérieure qu'extérieure, illustre ce qui s'appelle en français 'le laisser-aller', car il laissait traîner toutes les questions difficiles tant que les événements n'imposaient pas d'eux-mêmes des solutions. La grande capacité de Pašić était tout à fait ailleurs. En tant qu'organisateur et chef d'un parti politique, il était extraordinairement capable, à cet égard il n'a pas de rival dans notre pays même si on remonte d'un siècle [...] l'histoire politique montre que les grands hommes d'Etat ne valent rien comme

Lors de cette crise, les membres de la « Main noire », grâce à des hommes de confiance appartenant à la « Défense nationale » et se trouvant dans la région autour d'Užice (en Serbie de l'ouest), le long de la rivière Drina, firent passer la frontière à plusieurs jeunes bosniaques qu'ils avaient préalablement munis de pistolets et de bombes. Pašić fut averti quelques jours plus tard par les autorités civiles du passage illégal des jeunes dont les intentions restaient inconnues (1-2 juin 1914). Dès le 15 juin, il exigea du ministre des armées « d'empêcher toute action similaire car c'est très dangereux pour nous ». ³⁷ Lors d'une réunion du gouvernement, à la mi-juin 1914, Pašić fit part de cette question aux membres de son cabinet. Il fut alors décidé de prévenir à l'avenir toute affaire analogue en renforçant la surveillance des frontières. Il fut aussitôt donné ordre aux autorités civiles de mener une enquête sur le passage illégal d'armes et de personnes en Bosnie. En même temps, Pašić, se doutant que derrière de telles actions se tenaient la « Main noire », ordonna dès le 24 juin une enquête sur les garde-frontières et le lieutenant-colonel Dragutin T. Dimitrijević Apis, chef du service de renseignements de l'Etat major. ³⁸

Le conflit dans l'ombre de la Grande Guerre

Le déclenchement de la guerre empêcha le dénouement final. Le conflit entre autorités civiles et militaires en Serbie, réduit à une rivalité entre le gouvernement de Pašić et la « Main noire », couvait encore au moment où la grande guerre éclata. Au tout début de la guerre, à un chef social-démocrate qui protestait affirmant que le gouvernement tolérait « des organisations secrètes qui avaient conduit à la guerre », Pašić répondit qu'elles existaient en effet, mais que, jusqu'alors, elles n'étaient pas très dangereuses et que quand elles le deviendraient réellement, le gouvernement prendrait les mesures nécessaires. ³⁹

hommes de parti et que réciproquement les géniaux hommes de parti ne sont pas de bons hommes d'Etat. Le cas de Nikola Pašić confirme ce fait historique. Pour mener un travail positif en politique intérieure et extérieure, Pašić a toujours eu besoin de gens capables qui le conduisaient par la main, dans les moments les plus cruciaux, ce furent pour la politique étrangère Nikola Hartwig, et pour la politique intérieure Lazar Paču; dès que ces deux personnages disparurent, Pašić était un homme mort, avant sa mort, dans son pays comme à l'extérieur » (Marco, « Nikola Hartwig et la Serbie. A l'occasion d'une discussion sur la guerre mondiale », *Nova Evropa*, n°6, 26 juin 1933, 244-245).

³⁷ Dj. Stanković, *Nikola Pašić, saveznici i stvaranje Jugoslavije* [Nikola Pašić, les Alliés et la création de la Yougoslavie] (Belgrade, 1983), 17.

³⁸ Dedijer, *Sarajevo 1914*, 663.

³⁹ D. Lapčević, « Nikola Pašić », *Politika*, n° 6693, 11 décembre 1926.

La formation d'un gouvernement de coalition à la fin de l'année 1914 révéla l'ampleur de la puissance de la « Main noire », les chefs des radicaux indépendants n'ayant accepté de participer à un tel cabinet qu'après avoir consulté Apis. A la demande de l'héritier du trône Alexandre, Apis fut écarté du haut commandement et envoyé dans les troupes d'Užice, puis celles de Timok (de Serbie de l'est) avec lesquelles il traversa l'Albanie. Il semblerait que Pašić, lui-même en disgrâce auprès de l'héritier du trône, ait tenté d'aplanir le conflit avec les chefs de la « Main noire ». D'après le témoignage de Antonije Antić, le premier ministre Pašić, par l'intermédiaire d'un des rares vieux radicaux qui avait été mis au fait du complot de 1903, le député de Smederevo, Živojin Tajsic, tenta de fixer une entrevue avec les membres de la « Main noire » pour faire la paix avec eux. Mais, avant la rencontre, pour des raisons techniques (Apis, Milan Gr. Milovanović et A. Antić étaient dans différentes garnisons lointaines), la réunion n'eut pas lieu. Le rendez-vous, reporté à une date plus favorable, n'eut pas lieu du fait de l'offensive germano-autrichienne à l'automne 1915, suivit par les Bulgares aboutant avec la défaite serbe et la retraite pénible à travers l'Albanie en Corfou et plus tard vers le Salonique.⁴⁰

Le conflit avec la « Main noire » reprit de l'acuité après la défaite de la Serbie en 1915, quand les membres de cette organisation, avec l'approbation de l'armée, accusèrent publiquement Pašić et l'héritier du trône Alexandre d'avoir mal géré les affaires civiles et militaires de l'Etat ainsi que d'avoir contribué de façon décisive à la déroute rapide et totale du pays. Dès le mois de décembre 1915, au cours même de la retraite militaire, l'héritier du trône Alexandre fit un pas significatif qui annonçait son intention de mettre de l'ordre dans l'armée et de se subordonner ses commandants parmi lesquels l'influence de la « Main noire » était extraordinairement forte : il destitua de leurs fonctions le *voïvode* (le maréchal) Radomir Putnik, chef du haut commandement et principal protecteur de la « Main noire », ainsi que le colonel Radivoje Bojović, ministre des armées, pour nommer à leur place des hommes qui avaient sa confiance le général Petar Bojović et le colonel Božidar Terzić. De même, un certain nombre d'officiers, d'anciens conjurés de 1903, qui à la veille de la Grande Guerre pour s'opposer à leurs camarades de la « Main noire » avaient formé à la Cour, autour de l'héritier du trône Alexandre, une coterie militaire rivale dénommée la « Main blanche » furent nommés à des postes importants.⁴¹

⁴⁰ Antić, « Notes », 85.

⁴¹ Selon les mémoires de D. Mićić (« Srpski oficiri », 58), « Putnik fut transporté, gravement malade, sur les bras des soldats à travers l'Albanie. En ces temps extrêmement difficiles, tout bon Serbe trouvait un responsable à la catastrophe et, de la façon la plus normale, le nommait et le maudissait. Il va de soi que les officiers, notamment ceux de la

L'antagonisme entre, d'une part, le gouvernement et l'héritier du trône Alexandre et, d'autre part, la « Main noire » se renforça, les uns et les autres faisant preuve de méfiance mutuelle et les membres de la « Main noire » proférant de plus en plus haut des menaces à l'égard des premiers. Après que l'armée serbe ait traversé l'Albanie, alors qu'ils se trouvaient sur le front de Salonique, ils menacèrent publiquement de ne laisser rentrer en Serbie libérée, sous « une haie de sabres », uniquement ceux qui l'auraient mérité et donc ni l'héritier du trône Alexandre ni Pašić. L'influence des membres de la « Main noire » dans les unités de volontaires formées en Russie et dans les autres était telle que, si les circonstances s'y prêtaient, cette organisation pouvait faire un coup d'Etat militaire.⁴²

Pašić, qui pourtant avait de mauvaises relations avec l'héritier du trône et n'était pas prêt à faire des concessions à un jeune souverain désireux d'avoir le dernier mot, jugea rapidement qu'il était temps d'aplanir ses relations avec Alexandre, vu le danger qui les menaçait tous deux. En septembre 1916, le prince-héritier Alexandre posa un ultimatum au gouvernement de Pašić exigeant que celui-ci préparât un projet de loi sur la création de tribunaux extraordinaires pour officiers afin de régler son compte à la « Main noire » pour avoir organisé un attentat sur sa personne à Ostrovo (Arnissa).⁴³

Le conflit se termina par un procès fabriqué autour d'un attentat présumé sur la personne de l'héritier du trône Alexandre.⁴⁴ Il ne fut possible de

'Main noire', rendaient responsables de tout Pašić et les radicaux, tandis que ces derniers rejetaient la faute sur Putnik et sa maladie ainsi que sur l'ensemble de l'Etat major au sein duquel, à de rares exceptions, les membres de la 'Main noire' prédominaient. Ainsi, les radicaux utilisèrent la maladie de Putnik et obtinrent le consentement de l'héritier du trône pour remplacer l'ensemble du haut commandement dès qu'ils parvinrent à Scutari après avoir traversé l'Albanie. Cela eut deux conséquences. Premièrement, la 'Main noire' perdit son dernier point d'appui sérieux, et deuxièmement, la destitution indiqua publiquement qui était responsable de notre faillite. »

⁴² L'héritier du trône, Alexandre, craignait un coup d'Etat militaire qui, réalisé avec l'aide des troupes de Russie, aurait instauré une sorte de république sud-américaine sous dictature militaire. Cf. D. T. Bataković, « Nouvelles sources narratives sur le procès de Salonique » in *Srbija 1917. godine* [La Serbie en 1917], Recueil de travaux de l'Institut d'histoire, vol. 6 (Belgrade, 1988), 169.

⁴³ Cf. D. T. Bataković, « The Salonica Trial 1917 : Black Hand vs. Democracy (The Serbian Army from Internal Strife to Military Success) », in *The Salonica Theatre of Operations and the Outcome of the Great War* (Thessaloniki, 2005), 273-293.

⁴⁴ Selon le témoignage d'Antonije Antić (« Notes », 95), Apis n'avait pas l'intention de tenter quoi que ce soit contre l'héritier du trône et Pašić avant de rentrer dans le pays. Apis commenta les récriminations du général Damnjan Popović qui n'avait pas obtenu le commandement d'une armée par les mots suivants : « Si tu l'avais entendu. Il voulait que nous fassions une révolution parce qu'il n'a pas reçu le commandement d'une armée.

liquider l'organisation qu'après que le vieux roi Pierre ait donné son accord à ce que les chefs de la « Main noire » fussent traduits devant un tribunal à Salonique en 1917.⁴⁵ Le plus fameux chef militaire serbe, le voïvode Putnik, considéré à raison comme le principal protecteur des membres de la « Main noire », partit, après avoir été destitué, se soigner en France où il mourut rapidement. Pašić qui, avec le gouvernement, se trouvait à Corfou, n'était pas prêt à sacrifier à l'aventurisme trouble de certains officiers le parlementarisme difficilement instauré en exil alors que le pays était occupé. Ces officiers, bien qu'ils aient prouvé qu'ils étaient des patriotes courageux, pouvaient sérieusement aggraver la position du gouvernement et de l'armée en exil déjà sérieusement ébranlée sur le plan international, en menaçant les dirigeants serbes et en planifiant une série d'attentats contre les têtes couronnées des Etats ennemis.⁴⁶

Craignant des troubles plus sérieux dans l'armée qu'attendait la lourde tâche de libérer le pays, Pašić hésita sur la façon de punir les officiers soupçonnés d'avoir l'intention de réaliser un coup d'Etat, intention incompatible avec le rôle d'une armée dans un Etat parlementaire et, de surcroît, dans les conditions difficiles de l'exil. Cependant, l'enquête ne donna pas de preuves tangibles de l'attentat contre l'héritier du trône. Le gouvernement de Pašić fut jusqu'à la fin de 1914 un gouvernement de coalition, des ministres radicaux indépendants qui passaient pour être des amis des chefs de la « Main noire » avaient des postes importants en son sein. Tout d'abord, Pašić, dans un accord avec Ljubomir Jovanović, ministre de l'intérieur, proposa d'éviter un scandale de grande ampleur et de résoudre la question par des mesures administratives – allant de la mise à la retraite à la révocation de l'armée. Quand, sous la pression de l'héritier du trône, il dut accepter un procès, Pašić réfléchit au nombre de personnes qu'il fallait traduire devant le

Non mais! Ecoute, nous ne pouvons rien faire pour l'instant et il ne faut pas, efforçons-nous seulement de toutes nos forces de rentrer au plus vite au pays – et là, nous verrons [...]. Jamais il n'a fait la moindre allusion à un quelconque renversement de l'héritier du trône”.

⁴⁵ Au cours du procès, le vieux roi exprima la crainte que « le gouvernement n'hésite et ne renonce aux mesures législatives prises et condamna par des mots cinglants toute éventuelle faiblesse ». A la demande d'Apis de mettre un terme à « cette affaire », il ne répondit pas, et questionné sur les demandes de grâce des condamnés, il répondit brièvement : « Tuez-les! ». D. R. Živojinović, *Kralj Petar Karadjordjević. Rat i poslednje godine 1914-1921*, vol. III [Le roi Pierre I Karadjordjević. La guerre et les dernières années 1914-1921] (Belgrade, 1994), 253-255.

⁴⁶ Les membres de la « Main noire », toujours loyaux to Apis, avaient l'intention de commettre un attentat sur la personne du roi de Grèce Constantin, du roi de Bulgarie Ferdinand et du kaiser allemand Guillaume II. Cf. Nešković, *Istina o Solunskom procesu*, 73.

tribunal, acceptant, finalement, que seuls les « meneurs de la danse » fussent impliqués, arguant que, à son avis, il y avait un certain nombre d'officiers loyaux à la dynastie dans les rangs des partisans et des membres de la « Main noire ». ⁴⁷

Un procès monté pour sauver le régime

Pašić ne s'opposa pas à ce que les membres de la « Main noire » fussent jugés dans un procès monté de toutes pièces à Salonique, craignant que, dans des conditions d'instabilité, la « Main noire » ne se transformât en une junte militaire, et supposant également que ce groupe était impliqué dans l'organisation de l'attentat de Sarajevo. ⁴⁸ De ce fait, l'alliance tactique initiale entre Pašić et l'héritier du trône contre les putschistes potentiels qui menaçaient le régime parlementaire se renforça. En liquidant par un procès l'organisation « L'unification ou la mort », Pašić ne consolida pas seulement sa propre position. Après que les ministres radicaux indépendants Ljubomir Davidović et Milorad Drašković (puis le représentant des progressistes, par ailleurs opposé aux conjurés dans le gouvernement de coalition) eurent démissionné en signe de protestation contre « l'assassinat judiciaire » des conjurés, Nikola Pašić reçut en juin 1917 mandat pour former un cabinet uniquement composé de vieux radicaux. ⁴⁹ Parallèlement, il défendit le principe selon lequel les affaires de l'Etat, dans une monarchie parlementaire, ne

⁴⁷ Živojinović, *Kralj Petar Karadjordjević*, vol. III, 249.

⁴⁸ D'après Antić (« Notes », 80), Apis, lors d'une conversation peu après l'attentat contre l'archiduc François-Ferdinand, lui expliqua sa participation à celui-ci de la façon suivante : « Je craignais que les Autrichiens, à l'occasion de manoeuvres en Bosnie, ne nous attaquent et ne nous écrasent. Comme tu le sais, nos troupes sont en Macédoine et avec deux corps d'armée les Autrichiens auraient pu facilement nous écraser. Quand ces jeunes gens ('les jeunes Bosniaques') sont apparus – c'est-à-dire quand Rade Malobabić m'a informé qu'il y avait des hommes prêts à tuer François-Ferdinand – j'ai pensé 'qu'ils essaient! Ils ne réussiront certainement pas, mais au moins ils lui feront peur!' Il se tiendra sans doute le raisonnement suivant : si des Serbes tirent sur moi en Bosnie, que feraient-ils si j'allais en Serbie? Mais vois-tu, je me suis trompé – ils l'ont tué, par Dieu. » D'après le témoignage d'Antić sur le projet d'attaque de la Serbie par les armées austro-hongroises, Apis informé par son émissaire en Bosnie, Rade Malobabić (qui, toujours selon Antić, avait été recommandé lui aussi par Srdjan Budisavljević, le chef de la coalition croato-serbe à Zagreb), communiqua la nouvelle à Putnik, mais celui-ci ne retransmit pas l'information à Pašić. A cette occasion, Apis accabla Pašić d'épithètes injurieuses. Pašić lui-même, si on lit attentivement ses notes confidentielles et même ses déclarations publiques sur le procès de Salonique, estimait que Malobabić était un agent double, un espion de l'Autriche-Hongrie, infiltré en Serbie. Voir Nešković, *Istina o Solunskom procesu*, 235 (communication officielle du gouvernement de Pašić).

⁴⁹ Živanović, *Solunski proces*, 522.

pouvaient être conduites que par des acteurs dont les pouvoirs sont délimités par la Constitution.

Ce point de vue Pašić défendit dans une conversation privée avec un officier qui appartenait à l'organisation conjurée. Il souligna que l'organisation étatique de la Serbie n'était pas conciliable avec la volonté des officiers d'influer sur le cours de la politique de l'Etat. Selon la même source Pašić fit valoir que : « Nous sommes un pays parlementaire. On sait comment la politique se mène. Le pays est dirigé par le roi, le gouvernement et l'Assemblée. Quiconque veut influencer sur le cours de la politique de l'Etat doit être un citoyen, doit fréquenter des meetings, écrire dans les journaux, entrer à l'Assemblée nationale et dans les autres organes représentatifs; il aura d'autant plus d'influence qu'il aura des capacités et du savoir. On ne peut permettre que les officiers en capote exercent leur emprise sur la politique. Cela n'est permis nulle part au monde. L'armée repose sur l'obéissance. Le plus jeune doit obéir au plus âgé, un point c'est tout. Ils voulaient faire pression sur la politique. [...] Quand ils n'ont pas pu parvenir à ce qu'ils voulaient, alors ils ont dit : 'Allez! Eliminons ceux sur lesquels nous ne pouvons pas influencer, et remplaçons-les par d'autres sur lesquels nous pourrions exercer notre influence afin que la politique soit celle que nous voulons'. »⁵⁰

Bien que la procédure judiciaire qui établît la culpabilité des membres de la « Main noire » dans le prétendu attentat contre Alexandre, les dépositions peu fiables des témoins, les abus du tribunal et les pressions aient été à de nombreuses reprises stigmatisés comme révélateur du bas niveau de loyauté de Pašić envers les institutions de l'Etat parlementaire et l'Etat de droit, si l'on tient compte de toutes les circonstances entourant le procès, les positions de Pašić deviennent plus compréhensibles. En effet, dans ces conditions, il s'agissait d'une démarche nécessaire pour défendre non seulement les intérêts du parlementarisme mais également les intérêts les plus élevés de l'Etat et de la nation. Dans une circulaire confidentielle adressée, au cours du procès, aux envoyés à l'étranger, Pašić formula les principes sur lesquels il faisait reposer la responsabilité des membres de la « Main noire » et, donc, la dissolution systématique de l'organisation : « Des mesures judiciaires sont prises à l'encontre de ceux pour lesquels l'instruction a trouvé des preuves de ce qu'ils ont, par des moyens condamnables, travaillé non au programme d'unification nationale auquel ils ont prêté serment lors de leur admission dans l'organisation mais à un autre : la préparation d'un coup d'Etat. L'atmosphère politique sera assainie et l'ordre public assuré contre les surprises, premièrement, quand un verdict aura été prononcé à l'encontre des putschistes, puis, deuxièmement, quand l'organisation secrète aura été

⁵⁰ Živanović, *Solunski proces*, 602-603.

démantelée et relevés de leur serment d'allégeance envers elle ceux qui en étaient membres mais n'ont pas participé aux actions putschistes ».⁵¹

Pour justifier la décision du tribunal militaire de Salonique auprès des Alliés, Pašić lia délibérément dans une déclaration officielle le procès de la « Main noire » et les rumeurs insistantes selon lesquelles ils étaient prêts à conclure une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie – rumeurs qui, dans ces circonstances, étaient les bienvenues – et il souligna : « Dieu, à cette occasion, a sauvé la Serbie. Il est évident, même pour les esprits les plus faibles, que si les conjurés avaient réussi à tuer les détenteurs du pouvoir étatique et les acteurs d'une politique qui s'appuie sur les puissances coalisées, ça aurait été la ruine de la Serbie. Dans ce cas, les conjurés n'auraient pas eu d'autre choix que de se battre contre les armées alliées sur notre front ou de se rendre à l'ennemi. Il n'y avait pas d'autre issue et il ne pouvait y en avoir d'autre. »⁵² Un rapport secret adressé aux envoyés diplomatiques à l'étranger concluait de la même façon : « [...] on voit clairement que le mal est entré si profondément avec l'organisation secrète qu'il est plus que temps de se mettre en travers de son chemin », justifiant la décision du tribunal par le fait que les conjurés « ont attenté à la vie de l'héritier du trône et ont réussi à mettre en question l'existence même de la Serbie et des Serbes. Dieu, lui-même, a sauvé la Serbie du danger né en son sein. »⁵³

Sans tenir compte du fait qu'il était facile d'établir qu'il n'y avait pas eu réellement d'attentat, le jugement de Pašić atteste de la gravité du danger que pouvait présenter, dans certaines conditions, le travail de l'organisation des conjurés. Son refus d'accorder la grâce aux trois hommes directement impliqués dans la préparation de l'attentat de Sarajevo (le colonel Dragutin T. Dimitrijević Apis, le commandant Ljubomir Vulović, agent Rade Malobabić) témoigne de sa volonté de barrer, une fois pour toute, la route au danger d'une activité antidémocratique des cercles conjurés. Leur participation à l'attentat de Sarajevo, attentat commis au moment le moins favorable pour la Serbie, qui ne s'était pas encore rétablie des guerres balkaniques, montrait qu'on pouvait attendre d'eux d'autres entreprises du même genre, aux conséquences également imprévisibles.

Si, de surcroît, on tient compte du fait que, quasiment au même moment, il y eut des procès dans les hauts cercles militaires et les noyaux conspirateurs au sein d'autres armées européennes, française, russe, etc., alors on saisit une nouvelle dimension de l'ensemble complexe des relations entre le gouvernement et l'armée en Serbie : l'aggravation d'un conflit entre autori-

⁵¹ Voir Nešković, *Istina o Solunskom procesu*, 228.

⁵² *Ibid.*, 238.

⁵³ *Ibid.*, 241.

tés civiles et militaires lors d'une guerre longue, épuisante et véritablement « grande » par ses nombreuses conséquences.

*Institut des Etudes balkaniques
Académie serbe des Sciences et des Arts
Belgrade*

*UDC 94:321.72](497.11)"1903/1917"
329.17(=163.41):929 Pašić Nikola*